

Handicap: «Le décalage entre l'ambition et la réalité est aujourd'hui énorme»

Jean-Louis Garcia, président de la fédération APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés, qui représente 14 000 salariés et 700 structures), estime nécessaire que le gouvernement s'attache à des mesures concrètes plutôt qu'à « des gadgets » tels que le numéro unique.

– À la veille de la Conférence nationale du handicap, dans quel état d'esprit vous trouvez-vous ?

« À la fois très calme et en colère. Il y a deux ans et demi, lors de son débat face à Marine Le Pen, Emmanuel Macron avait fait du handicap sa carte blanche. On avait dit : « chapeau ! » Mais le décalage entre l'ambition et la réalité est aujourd'hui énorme. Pour ne citer qu'un exemple, comment a-t-on pu revenir sur le 100 % accessible dans l'habitat neuf pour le fixer à seulement 20 % ? »

– Vous avez rencontré le président vendredi. Que lui avez-vous demandé ?

« Il nous a semblé ouvert et attentif. Il nous a demandé d'être francs et directs, il n'a pas été déçu ! Nous lui avons rappelé que le monde associatif méritait le respect. Or, il est souvent oublié, quand il n'est pas méprisé. Nous avons pu renouveler notre opposition à l'intégration de l'allocation pour adulte handicapé (AAH) dans le revenu universel d'activité. Il s'est dit attaché à l'AAH, a réaffirmé que rien ne serait acté avant juillet tout en nous invitant à revenir dans la concertation. »

– Parmi les mesures annoncées, certaines vous semblent-elles aller dans le bon sens ?

« On peut citer l'accord de synergie, que nous avons signé le 10 janvier, entre l'Éducation nationale et le médico-social. L'effort de formation est louable. Je crois davantage à ça qu'aux gadgets que constituent pour moi le numéro unique, la plateforme numérique des maisons départementales des personnes handicapées ou encore l'accord de confiance avec les Départements. Ce machin mal fait, bâclé, qu'on nous dévoile à la dernière minute, ne sera pas signé par l'APAJH, l'APF et l'UNAPI (les trois plus importants gestionnaires) si des modifications n'y sont pas apportées. »

– Lesquelles ?

« Il faut qu'apparaissent les associations représentatives des personnes, la convention de l'ONU et qu'on change ce nom, accord de confiance, pour celui de convention d'engagement. »

– Avez-vous été surpris de voir ressurgir la question des assistants sexuels ?

« C'est un vrai sujet concernant un droit pour lequel on se bat, mais nous sommes étonnés par le timing alors que la priorité serait plus le traitement de la pauvreté ou des violences qui touchent les personnes handicapées. Mais

évidemment, parlons-en. C'est un sujet compliqué, déjà écarté par le Conseil consultatif national d'éthique en 2012, qui pose des questions sur le plan législatif. Aujourd'hui, une telle assistance tombe sous le coup de la loi contre la prostitution. Il faut donc tout remettre à plat, tranquillement. »



https://lvdneng.rosselcdn.net/sites/default/files/dpistyles_v2/ena_16_9_extra_big/2020/02/10/node_707977/45346730/public/2020/02/10/B9722536748Z.1_20200210152136_000%2BGPLFG5KPF.1-0.jpg?itok=Gleu-frvB1581344572

Jean-Louis Garcia, président de la fédération APAJH, s'est étonné que la secrétaire d'État Sophie Cluzel (à droite) relance le débat des assistants sexuels. Photo APAJH.

